

BUREAUX: RUE NAIN, 1,

ROUBAIX-TOURCOING :

Trois mois 12 fr
Six mois 23
Un an 44

L'abonnement continue, sauf avis contraire

JOURNAL DE ROUBAIX

QUOTIDIEN, POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL

DIRECTEUR-GÉRANT : A. REBOUX

Le Nord de la France

Trois mois 14 s.
Six mois 27
Un an 51

ANNONCES : 20 centimes la ligne
RÉCLAMES : 25 centimes
— On traite à forfait. —

On s'abonne et on reçoit les annonces : A ROUBAIX, aux bureaux du journal, rue Nain, 1; A TOURCOING, chez M. Vanaverbeck, imprimeur-libraire, Grande-Place; A LILLE, chez M. Béghin, libraire, rue Grande-Chaussée; A PARIS, chez MM. Havas, Laffite-Bulier et C^o place de la Bourse, 8; BRUXELLES, à l'Office de Publicité, rue de la Madeleine.

A cause de la fête de l'Ascension le JOURNAL DE ROUBAIX ne paraîtra pas demain.

BOURSE DE PARIS

DU 8 MAI

3 0/0	54 60
4 1/2	78 50
5 0/0	87 35

(Voir à la troisième page les dépêches commerciales.)

ROUBAIX, 8 MAI 1872

BULLETIN QUOTIDIEN

Nous savons tous pourquoi M. Gambetta et son parti ou plutôt son entourage demandent la dissolution de l'Assemblée, et la demandent comme la plus utile et la plus urgente de toutes les réformes. Comment pardonneraient-ils à une Assemblée qui a mis fin à leur règne extravagant? Comment pourraient-ils ressaisir le pouvoir avec une Assemblée qui n'est pas moins vigilante ni moins ferme à l'égard du radicalisme qu'à l'égard du bonapartisme — ce qui n'est pas peu dire. — Nous sommes donc parfaitement édifiés sur les vraies raisons qui inspirent les meneurs de cette campagne; tout le reste est un masque. Nous l'avouons cependant, c'est encore avec une certaine surprise que nous avons lu la pétition que publiait hier la République Française, pour demander la dissolution. Comment peut-on être assez ennemi de son pays et du bon sens pour oser poursuivre en ce moment une nouvelle campagne. Comment peut-on songer à rejeter la France dans les agitations électorales quand l'ennemi est encore aux portes de Paris; comment ne recule-t-on pas devant le déchainement inévitable des passions politiques et les luttes nouvelles, qu'amèneraient à coup sûr des élections générales? Ces élections, au lieu de se faire comme en février, dans une pensée commune de salut national et de patriotisme, se feraient sur le terrain purement politique et qu'elles seraient une sorte d'arène où tous les parti devraient lutter pour le pouvoir suprême, provoqués à cette lutte par les prétentions même du parti radical, qui ne demande le concours électoral que

parce qu'il se croit assuré d'avance d'y remporter le prix.

Les procès-verbaux de la Commission d'enquête chargée de l'examen des capitulations dont le Journal officiel publie les conclusions, portent aujourd'hui sur la reddition des places de Schlestadt, de Verdun et de Sedan. En ce qui concerne cette dernière, on connaît déjà le texte des appréciations du Conseil. Quant à la place de Schlestadt, son commandant est à la fois loué pour son courage et blâmé pour avoir restreint son feu « par le motif de ne pas entraver la récolte et qu'ainsi il a permis à l'ennemi de se mêler aux travailleurs et de déterminer l'emplacement de ses ouvrages et de ses batteries. » Il en est à peu près de même pour le commandant de Verdun, le général Guérin de Waldersbach qui a fait « preuve de courage, d'habileté et d'énergie, non-seulement en supportant plusieurs bombardements, mais encore en organisant une défense très active »; mais qui a eu le tort « d'entrer en négociations avec l'ennemi pour permettre aux habitants de la rive droite de la Meuse de faire leurs vendanges et d'avoir ainsi facilité les rapports des espions et la reconnaissance des points sur lesquels les Prussiens pouvaient établir des batteries ou des tranchées. »

Nouvelles d'Espagne.

Nous lisons dans l'Union : Hier, c'était un chant de victoire sur toute la ligne. Les dépêches de l'ambassade d'Espagne, celles de l'Agence Havas et les communications officielles du ministère de l'intérieur célébraient à l'envi « la fin de l'insurrection, » la dispersion de toutes les bandes de la Navarre, la fuite du Roi et même sa capture et son exécution ! Aujourd'hui, silence complet sur toute la ligne.

Le Journal officiel lui-même donne des nouvelles de l'Angleterre, de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie, de la Belgique, des Pays-Bas, de la Suisse, de l'Italie, de la Russie, du Danemark, de la Suède et de la Norvège, mais pas un mot de l'Espagne : c'est apparemment parce que tout le monde a les regards attachés sur ce pays. Le gouvernement ne dit rien de ce qui l'occupe le plus.

Seule, l'Agence Havas se hasarde à livrer une dépêche en pâture à la curiosité publique, que les communications hyperpolitiques d'hier ont fortement surexcitée. Voici la teneur de ce télégramme : Bayonne, 6 mai, soir.

On a reçu ici quelques détails sur le combat d'Orosquieta.

Les troupes du général Moriones, qui se composaient de trois bataillons formant un effectif de moins de 2,000 hommes, ont enlevé le village à la baïonnette, ne laissant pas le temps aux carlistes de se reconnaître. L'effectif des carlistes réunis dans cette affaire sous le commandement de Don Carlos était de 5,000 hommes suivant les uns, et de 7,000 suivant d'autres.

On dit que le maréchal Serrano, ne croyant plus à une lutte sérieuse en Navarre, va concentrer ses troupes en Biscaye, laissant aux volontaires de la Liberté en Navarre le soin de combattre les bandes carlistes de cette province.

On doute ici que les bandes de Biscaye, suivant l'exemple de celles de Navarre, se concentrent pour livrer une bataille aux troupes du gouvernement.

A l'aide de cette dépêche et de nos communications particulières, nous allons rétablir les faits sous leur véritable jour.

Il y a eu, le 4, une rencontre fortuite à Orosquieta entre les troupes d'Amédée et les bandes carlistes, qui avaient reçu le Roi à la frontière et lui faisaient escorte.

A la nouvelle de l'entrée de Charles VII sur le territoire espagnol, Moriones a fait un coup de décision et de célérité; après une marche forcée de quinze lieues, il a rejoint à l'improviste les volontaires royaux, dont le nombre ne dépassait pas 3,000, et leur a fait 700 prisonniers. Le chiffre des morts et des blessés est moins considérable qu'on ne l'a prétendu, parce qu'il n'y a pas eu proprement dit de combat, les bandes n'étant encore prêtes ni à attaquer, ni à se défendre.

Cette petite affaire, dont a essayé de tirer grand profit, est si peu décisive, que le Roi et son escorte, moins la portion non armée qui a été faite prisonnière, ont pu se replier sur la montagne sans être inquiétés.

Nos correspondants qui ne tiennent pas à faire des bulletins de fantaisie, nous disent franchement la vérité et nous racontent les faits tels qu'ils se sont passés. Au reste, leur dire se trouve en quelque sorte confirmé par le texte même de la dépêche de l'Agence Havas, que nous venons de transcrire, et qui, malgré quelques exagérations qu'elle laisse subsister, est bien loin cependant des faiblesses exploits annoncés hier.

Nos correspondants nous informent que l'organisation de la Catalogne, sous la puissante impulsion de Tristany, celle de l'Aragon et d'une partie du royaume de Valence, marche à merveille. Ils affirment, en outre, que la démoralisation des troupes amédéistes est fort grande. Les événements ultérieurs le prouveront aux plus incrédules.

P. S. Les communications prises à deux heures, au ministère de l'intérieur, portent en substance : « Pas de nouvelles d'Espagne. La ligne est coupée à Zumacarraga. »

Si les carlistes, même après l'échec d'Orosquieta, sont assez forts pour se maintenir sur la ligne du Nord, qui s'étend de Saint-Sébastien à Tudela, dont les points principaux sont occupés par Serrano et ses troupes, comment oser prétendre que les carlistes sont en fuite ou cernés, et que l'insurrection est finie en Navarre ?

L'Univers publie la dépêche suivante : Bayonne 7 mai, à 11 h 43.

Accueillez avec la plus grande réserve les nouvelles d'aujourd'hui. Don Carlos a échappé aux troupes du Gouvernement et est en lieu sûr.

Informations-Nouvelles

L'Événement, qui fait profession de servir M. Thiers, dit une chose plus sanglante pour lui que tout ce que ses plus acharnés ennemis pourraient imaginer :

Le chevalier Nigra, ambassadeur d'Italie,

a présenté ces jours-ci au président de la République une lettre autographe du roi Victor-Emmanuel, dans laquelle ce souverain remercie chaudement le gouvernement français de l'attitude sympathique qu'il a adoptée à l'égard d'Amédée d'Espagne.

Parmi les juges possibles du maréchal, on cite MM. Vaillant, Tréhonard, Chanzy, d'Aurelle de Paladines, et Faidherbe. Le général Pourcet sera chargé du réquisitoire. M^e Allou a refusé de défendre le maréchal Bazaine. C'est M^e Lachaud qui se charge de cette mission.

Le bruit de l'arrestation du maréchal Bazaine qui a couru à Versailles et à Paris, samedi, reposait sur un fondement assez sérieux. Quoiqu'en disent les défenseurs officiels de Bazaine, cette mesure n'aurait rien d'anormal. Il était en effet question hier d'interner l'ex-commandant de Metz dans une des casernes de Versailles.

Plusieurs journaux, le Radical, la République française, publient le texte d'une pétition demandant la dissolution de l'Assemblée. Cette pièce est signée par un certain nombre de conseillers municipaux de Paris.

Le président, le trésorier et le caissier de la section de l'Internationale établie à Copenhague, ont été arrêtés dans cette ville, dans la nuit du 4 au 5 Mai.

Le Paris-Journal dit que la comtesse de Chambord a traversé hier Paris, dans le plus strict incognito.

Avant-hier, M. Thiers a reçu des députations de l'Union commerciale et du tribunal de commerce de Rouen, venant conférer sur les nouveaux impôts et demandant surtout que, dans l'intérêt de l'industrie, on prenne un parti. D'un autre côté, nous lisons dans le Nouvelliste de Rouen : « M. Thiers a bien voulu faire savoir que la négociation ne portait que sur des questions de principes, qu'il n'ignorait pas la nécessité de surélever la tarification des numéros de files au-dessous du n^o 60, et que les chiffres étaient en tous cas complètement réservés. Il a déclaré que, lorsqu'il y aura lieu d'arrêter les tarifs définitifs qui devront succéder aux tarifs actuels, l'industrie sera appelée à faire connaître quelle situation résulte pour elle des derniers événements, et à discuter la quotité des droits qu'elle croit nécessaires à son existence. C'est seulement après une sérieuse étude à laquelle seront appelés tous les intéressés, que des tarifs nouveaux pourront être arrêtés. »

La Berliner Zeitung tient à nous prouver qu'il existe encore des juges à Berlin. C'est dans ce but, sans doute, qu'elle raconte l'anecdote assez curieuse que voici :

« Il y a quelque temps, le feld maréchal comte de Moltke se présenta en personne devant le tribunal de la ville pour y déposer son testament. S'adressant au juge, il lui dit : « Je suis le comte de Moltke et je viens pour affaires de testament. — Quels sont les témoins qui constatent votre identité ? » A cette question qui devait être bien inattendue à cet homme célèbre, il répondit : « Je le suis et nul autre. — Certes, certes, répliqua le juge, je ne doute pas de vos paroles et je vous reconnais même d'après les photographies de votre personne,

mais je ne puis faire aucune exception et je vous prie de faire constater votre identité. » Le chef de l'état-major quitta la salle du tribunal et rentra bientôt avec le président du tribunal qui le présenta au juge. »

Si, d'une part, l'Angleterre est en train de devenir une « pépinière de grèves », on peut affirmer, d'autre part, qu'elle est, depuis de longues années déjà, le « paradis » des missions de toute sorte et, plus particulièrement encore, des sociétés de propagande religieuse.

On ne se figure pas, en France, combien ces sociétés sont actives, combien aussi elles sont puissantes, grâce aux sommes énormes dont elles disposent. En voici un exemple, pris entre cent autres :

Une de ces sociétés, The religious tract society, vient de tenir dans Exeter-Hall son 73^e meeting annuel. Entre autres particularités, elle s'est donnée pour but, la publication et la distribution gratuite de petites bibles protestantes et de petites brochures archiconfites en dévotion presbytérienne ou autres ejusdem farinae.

En 1867, pendant quelques jours, les visiteurs de l'exposition, à Paris, ont été inondés de ces publications distribuées à profusion. Il résulte du rapport lu par le secrétaire de la société, au meeting d'Exeter-Hall, que les comptes de l'année qui vient de s'écouler, se soldent de la façon suivante : « Dépenses : 3 millions de francs; — Recettes : 3 millions 50,000 francs ». Il y a donc, comme bénéfice pour la société, un encaisse de 50,000 francs.

Le chiffre des dépenses s'explique par ce fait que les publications distribuées, tant en Angleterre qu'à l'étranger, ont atteint le chiffre de 50 millions. Rien d'étonnant d'ailleurs; car, entre les petits opuscules détachés, la société publie deux journaux hebdomadaires et quatre Magazines mensuels (magasins illustrés) à l'usage des enfants. Les recettes s'alimentent au moyen des cotisations et des dons volontaires. Notez qu'en Angleterre et dans les pays de mœurs anglaises, il existe un grand nombre de sociétés semblables à celles-ci et organisées de la même façon. On peut juger, d'après cet exemple, à quelle puissance matérielle peut atteindre le prosélytisme protestant. Que les libres penseurs viennent donc se plaindre après cela du zèle des missionnaires catholiques !

Allemands et Prussiens se sont entendus, c'est le cas de le dire, comme larrons en foire, lorsqu'il s'est agi de piller la France : il paraît qu'ils s'accordent moins bien pour le partage du butin; c'est du moins ce que tendrait à prouver le passage suivant que nous relevons dans une lettre écrite de Berlin : « On n'est pas encore parvenu à s'entendre sur le partage de l'indemnité de guerre extorquée à la France. La Prusse voulant s'attribuer la part du lion, avait décidé que l'on prendrait pour base de la répartition le chiffre des hommes mobilisés par chaque Etat. Mais les Allemands du Sud, qui ont mis un chiffre relativement moindre d'hommes sur pied, mais qui se sont battus avec acharnement et ont été décimés (les Bavares surtout), sur les bords de la Loire, se sont aperçus qu'une telle manière de partager ne répondait nullement à l'importance des services rendus et des sacrifices faits par eux à l'ambition prussienne. Ils ont proposé, en conséquen-